|  |
| --- |
| NOTICE D’INFORMATION ■ **Protection juridique Santé**06FMA SANT5-10/2018 |

**ART. 1 : L’OBJET DE LA PRESENTE NOTICE D’INFORMATIONS**

Le présent document constitue la notice d’informations contractuelle prévue par l’article L141-4 du Code des Assurances reprenant les dispositions du contrat groupe « PROTECTION JURIDIQUE FMA SANTE » (dénommé ci-après le Contrat Groupe) souscrit auprès de CFDP Assurances par FMA ASSURANCES, au profi t de ses clients.

Le Contrat Groupe a pour objet « la prise en charge des frais de procédure ou […] de fournir des services découlant de la couverture d’assurance, en cas de différend ou de litige opposant l’assuré à un tiers, en vue notamment de défendre ou représenter en demande l’assuré dans une procédure civile, pénale, administrative ou autre ou contre une réclamation dont il est l’objet ou d’obtenir réparation à l’amiable du dommage subi » (article L127-1 du Code des Assurances).

**DEFINITIONS :**

**L’ASSUREUR :** CFDP ASSURANCES – Entreprise d’assurances régie par le Code des Assurances, Société Anonyme au capital de 1.692.240 €, ayant son siège social immeuble l’Europe – 62 rue de Bonnel – 69003 LYON, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de LYON sous le numéro 958 506 156.

**LE SOUSCRIPTEUR :** FMA ASSURANCES – Cabinet de courtage d’assurances, Société par Action Simplifi ée au capital de 841.324 €, ayant son siège social Immeuble Colisée Gardens - 8-14 Avenue de l’Arche - 92419 Courbevoie Cedex, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de NANTERRE sous le numéro 429 882 236 et auprès de l’Organisme pour le Registre des Intermédiaires en Assurances (ORIAS) sous le matricule 12 068 209.

**VOUS OU LE(S) BENEFICIAIRE(S) :** L’adhérent, particulier personne physique, ayant conclu un contrat d’assurance complémentaire santé auprès du Souscripteur, ainsi que toutes les autres personnes bénéfi ciaires désignées au bulletin individuel d’adhésion dudit contrat d’assurance complémentaire santé.

L**E TIERS :** Toute personne étrangère au Contrat Groupe.

**LE LITIGE OU DIFFEREND :** Une situation confl ictuelle causée par un évènement préjudiciable ou un acte répréhensible vous conduisant à faire valoir un droit contesté, à résister à une prétention ou à vous défendre devant une juridiction. **Pour être couvert par le Contrat Groupe, le Litige ou le Différend doit être survenu et déclaré pendant la durée de votre adhésion audit Contrat.**

**Pour mieux identifi er les termes à défi nition contractuelle, ils seront employés avec une majuscule dans la présente notice.**

**ART. 2 : L’ADHESION AU CONTRAT GROUPE**

L’adhésion au Contrat Groupe est obligatoire pour tout client du Souscripteur, particulier personne physique, souscrivant auprès de lui un contrat d’assurance complémentaire santé.

L’adhésion au Contrat Groupe prend effet à la date de prise d’effet du contrat d’assurance complémentaire santé et prend fi n en cas de résiliation de celui-ci ou en cas de résiliation du Contrat Groupe, le Souscripteur s’engageant alors à informer l’adhérent de la fi n des garanties.

**ART. 3 : LES PRESTATIONS DE L’ASSUREUR**

A la suite d’une déclaration de Litige, l’Assureur s’engage à :  
- Vous conseiller et Vous accompagner dans les démarches à entreprendre,- Vous assister dans la rédaction de vos courriers de réclamation,  
- Vous aider à réunir les pièces et témoignages nécessaires à la constitution de votre dossier,  
- intervenir directement auprès du Tiers afi n d’obtenir une solution négociée et amiable,  
- Vous faire assister et soutenir par des experts ou des sachants lorsque la spécifi cité de la matière le nécessite et que cela est utile à la résolution de votre Litige,  
- prendre en charge, dans la limite des plafonds contractuels garantis, les frais et honoraires d’experts et de sachants, voire ceux de votre avocat lorsque votre adversaire est lui-même défendu dans les mêmes conditions,- Vous proposer une médiation indépendante des parties. Le médiateur sera désigné sur une liste par une association ou un groupement professionnel sur demande de l’Assureur et avec votre acceptation. Il prendra contact avec les parties, les réunira et les mettra en condition de trouver par elles-mêmes la solution au Litige en cours.

Toutes vos demandes sont traitées dans un délai maximum de trois (3) jours ouvrés. Bien entendu, en cas d’accord amiable, l’Assureur Vous accompagne jusqu’à sa mise en œuvre effective.

La gestion amiable du Litige est réalisée dans un délai de :  
- six (6) mois à compter de la date de la première intervention des services de l’Assureur,  
- ou un (1) an si une expertise contradictoire s’est avérée nécessaire.

A l’issue de ce délai, il Vous est soumis le choix, soit :   
- de poursuivre la tentative de résolution amiable,  
- de transmettre le dossier à l’avocat de votre choix pour engager les démarches judiciaires utiles,  
- d’abandonner le recours.

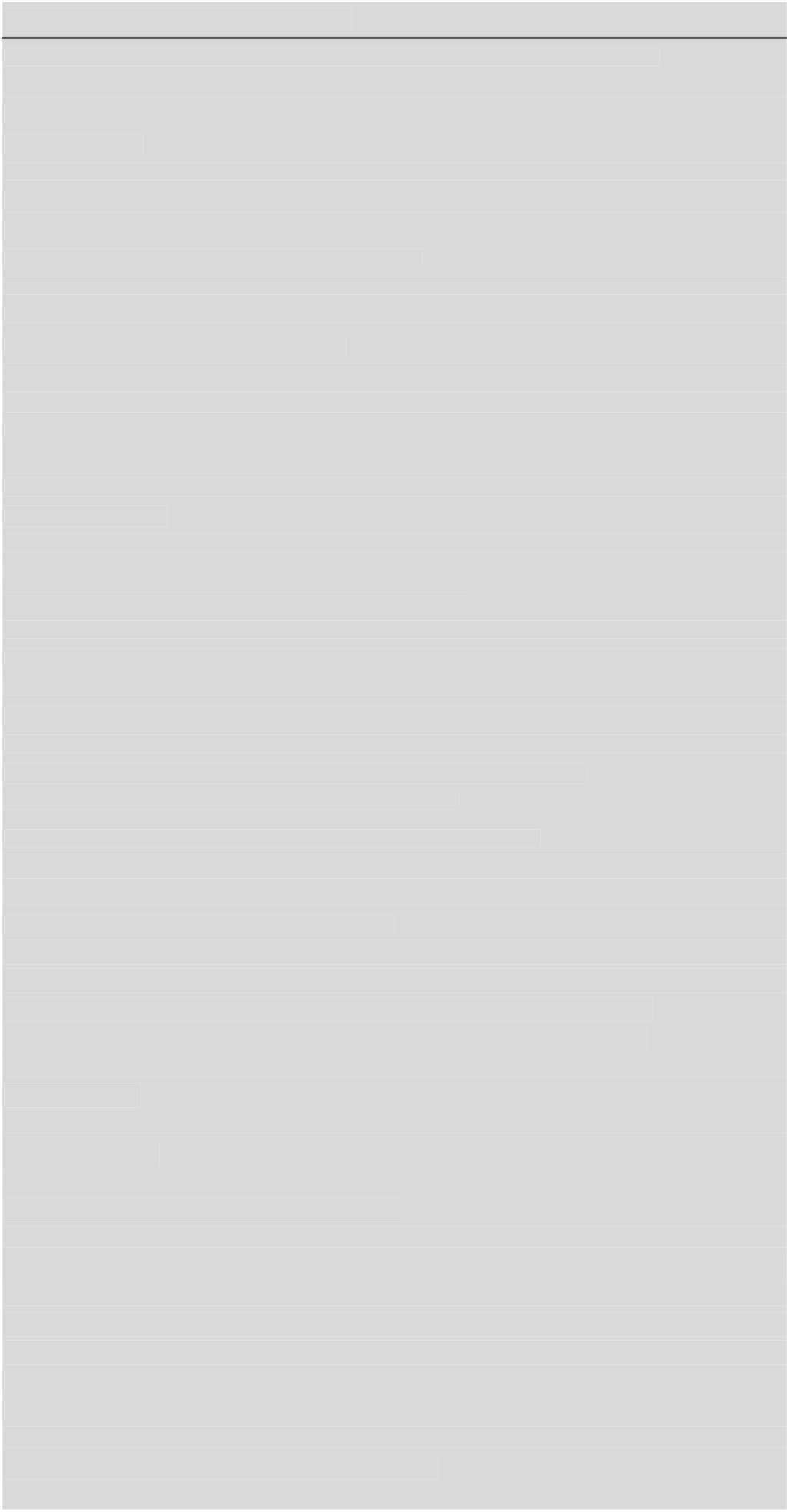
**3/4 L’accompagnement dans la phase judiciaire :**   
Lorsque toute tentative de résolution du Litige sur un terrain amiable a échoué, l’Assureur s’engage à :  
■ Vous faire représenter par l’auxiliaire de justice de votre choix. Conformément à l’article L127-3 du Code des Assurances, lorsque Vous faites appel à un avocat ou toute autre personne qualifi ée par la législation ou la réglementation en vigueur pour Vous défendre, Vous représenter ou servir vos intérêts, Vous avez la liberté de le choisir.

Si Vous n’en connaissez pas, Vous pouvez Vous rapprocher de l’Ordre des Avocats du Barreau compétent ou demander par écrit à l’Assureur de Vous communiquer les coordonnées d’un avocat.

Vous avez la maîtrise de la direction du procès en concertation avec l’avocat que Vous avez choisi. L’Assureur reste néanmoins à votre disposition ou à celle de votre avocat pour Vous apporter l’assistance dont Vous auriez besoin. Lors de la saisine de l’avocat, celui-ci est tenu en application des règles déontologiques de sa profession, de Vous faire signer une convention d’honoraires afi n de Vous informer des modalités de détermination de ses honoraires et de l’évolution prévisible de leur montant.

■ prendre en charge sur présentation de justifi catifs, dans la limite des montants contractuels garantis et dans celle des frais réellement exposés :-les frais et honoraires des avocats et experts,  
-les frais de procès comprenant notamment les frais d’huissiers, d’expertise judiciaire, la taxe d’appel...

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **3/1 L’assistance téléphonique :**  Au numéro qui Vous est dédié, l’Assureur s’engage à Vous écouter et | Par principe, Vous faites l’avance des frais et honoraires et l’Assureur Vous |  |
| rembourse sur justifi catifs le montant des factures réglées dans la limite |
| des montants contractuels garantis. Si la convention d’honoraires le prévoit |
| Vous fournir par téléphone des renseignements juridiques relevant du droit |
| ou si Vous en faites la demande, l’Assureur peut procéder directement |
| français et se rapportant aux garanties de protection juridique décrites dans |
| au règlement de la facture adressée par l’avocat, et ce dans la limite des |
| la présente notice. |
| montants contractuels garantis. |
| Des juristes qualifi és sont à votre écoute pour : |
| Qu’il s’agisse d’un paiement direct ou d’un remboursement, le règlement de |
| - Répondre à vos interrogations, |
| l’Assureur sera effectué au plus tard trente (30) jours après réception des |
| - Vous informer sur vos droits, |
| justifi catifs, et interviendra Toutes Taxes Comprises. |
| - Vous proposer des solutions concrètes, |
|  |
| - Envisager avec Vous, dans le cadre d’un accompagnement personnalisé, |
| la suite à donner à votre diffi culté. |
| |  | | --- | | **QUE FAIRE EN CAS DE BESOIN D’ASSISTANCE JURIDIQUE ?** | |
|  |  |
| **Contactez l’Assureur au : 04 68 57 42 82**  L’accès au service se fait du lundi au vendredi de 09H00 à 12H30 et de |
| 14H à 18H. |
| **3/2 Un accueil sur rendez-vous au plus proche de vous :**  Sur simple demande, il Vous sera possible de rencontrer des juristes dans |  | 1 |
| la délégation la plus proche parmi les quarante (40) implantations réparties |
| sur tout le territoire. |
| L’Assureur offre un maillage inégalé du territoire afi n de Vous permettre |
| d’être parfaitement accompagné où que Vous Vous trouviez. |
| Il Vous suffi t de contacter votre interlocuteur afi n de déterminer avec lui une |
| date et un horaire qui permettront une rencontre dans les meilleurs délais. |
| **3/3 La gestion amiable :** |



|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| |  |  | | --- | --- | | ■ Tribunal de Police | 558 € | | ■ Tribunal Correctionnel | 893 € | | ■ Commissions diverses | 558 € | | ■ Tribunal d’Instance | 850 € | | ■ Tribunal de Grande Instance ■ Tribunal Administratif ■ Autres juridictions du premier degré | 1 116 € | | Conseils de Prud’hommes : ■ Référé, Bureau de Conciliation, Départage■Bureau de Jugement | 558€ 837€ | | ■ Référé | 670 € | | ■ Incidents d’instance et demandes incidentes | 670 € | | ■ Ordonnance sur requête (forfait) | 446 € | | ■ Cour ou juridiction d’Appel | 1 817 € | | ■ Recours devant le premier Président de la Cour d’Appel | 558 € | | ■ Cour de Cassation ■ Conseil d’Etat ■ Cour d’Assises | 2 200 € | | ■ Juridictions de l’Union Européenne■ Juridictions Etrangères | 1 116 € | | ■ Juge de l’exécution ■ Juge de l’exequatur | 670 € | | **4/3 Les organismes sociaux :**  **Vous êtes victime d’un accident, d’une agression ou êtes malade et rencontrez des diffi cultés pour faire valoir ou respecter vos droits avec :** - votre employeur, | | | | | |  |
| - les services publics ou privés gestionnaires des régimes de sécurité | | | | | |
| sociale, des régimes complémentaires ou des prestations familiales, | | | | | |
| - une MDPH, la CNSA... | | | | | |
| - les compagnies d’assurances ou les établissements bancaires | | | | | |
| gestionnaires de vos contrats de prévoyance ou de vos contrats de prêts | | | | | |
| assortis de garanties « indemnités journalières » ou « invalidité », | | | | | |
| - ... | | | | | |
| **ART. 5 : LES EXCLUSIONS** | | | | | |
| **L’ASSUREUR N’INTERVIENT JAMAIS POUR LES LITIGES :** - NE RELEVANT PAS DE VOTRE VIE PRIVEE, OU PLUS GENERALEMENT | | | | | |
| NE RELEVANT PAS DES GARANTIES EXPRESSEMENT DECRITES A | | | | | |
| L’ARTICLE 4, | | | | | |
| - TROUVANT LEUR ORIGINE DANS UNE GUERRE CIVILE OU | | | | | |
| ETRANGERE, UNE EMEUTE, UN MOUVEMENT POPULAIRE, UNE | | | | | |
| MANIFESTATION, UNE RIXE, UN ATTENTAT, UN ACTE DE VANDALISME, | | | | | |
| DE SABOTAGE OU DE TERRORISME, | | | | | |
| - DONT LES MANIFESTATIONS INITIALES SONT ANTERIEURES | | | | | |
| ET CONNUES DE VOUS A LA PRISE D’EFFET DE L’ADHESION AU | | | | | |
| PRESENT CONTRAT GROUPE, | | | | | |
| - EN RAPPORT AVEC UNE VIOLATION INTENTIONNELLE DES | | | | | |
| OBLIGATIONS | LEGALES | OU | INCONTESTABLES, | UNE | FAUTE, |
| UN ACTE FRAUDULEUX OU DOLOSIF QUE VOUS AVEZ COMMIS | | | | | |
| VOLONTAIREMENT CONTRE LES BIENS OU LES PERSONNES EN | | | | | |
| |  |  | | --- | --- | | **PLAFONDS, FRANCHISE et SEUIL D’INTERVENTION en TTC** | | | ■ Plafond maximum de prise en charge par litige (U.E., Andorre ou Monaco) :  Dont plafond pour :   - Démarches amiables  - Expertise Judiciaire | 22 313 € 558 € 5 419 € | | ■ Plafond maximum de prise en charge par Litige (hors U.E., Andorre ou Monaco) | 2 789 € | | ■ Seuil d’intervention | 0 € | | ■ Franchise | 0 € | |
| PLEINE CONSCIENCE DE LEURS CONSEQUENCES DOMMAGEABLES | | | | | |
| ET NUISIBLES, | | | | | |
| - GARANTIS PAR UNE ASSURANCE DOMMAGES OU RESPONSABILITE | | | | | |
| CIVILE ET CEUX RELEVANT DU DEFAUT DE SOUSCRIPTION PAR | | | | | |
| VOUS D’UNE ASSURANCE OBLIGATOIRE, | | | | | |
| - SURVENANT LORSQUE VOUS ETES EN ETAT D’IVRESSE PUBLIQUE | | | | | |
| ET MANIFESTE OU LORSQUE LE TAUX D’ALCOOLEMIE EST EGAL | | | | | |
| OU SUPERIEUR A CELUI LEGALEMENT ADMIS DANS LE PAYS OU A | | | | | |
| LIEU LE SINISTRE, OU SOUS L’INFLUENCE DE SUBSTANCES OU DE | | | | | |
| PLANTES CLASSEES COMME STUPEFIANTS OU LORSQUE VOUS | | | | | |
| REFUSEZ DE VOUS SOUMETTRE A UN DEPISTAGE, | | | | | |
| **Les montants sont cumulables et représentent le maximum des engagements par intervention ou juridiction.** | - VOUS OPPOSANT AU SOUSCRIPTEUR. | | | | | |
| **L’ASSUREUR NE PREND JAMAIS EN CHARGE :** - LES FRAIS ENGAGÉS SANS L’ACCORD PRÉALABLE DE L’ASSUREUR, | | | | | |
| **Ces montants comprennent les frais habituels inhérents à la gestion d’un dossier (frais de copie, de téléphone, de déplacement, de postulation, etc…) et constituent la limite de la prise en charge même en cas de pluralité ou de changement d’avocat.** |
| SAUF URGENCE CARACTERISÉE NÉCESSITANT LA PRISE IMMÉDIATE | | | | | |
| D’UNE MESURE CONSERVATOIRE, | | | | | |
| - TOUTE SOMME DE TOUTE NATURE DUE À TITRE PRINCIPAL, LES | | | | | |
| AMENDES, LES CAUTIONS, LES CONSIGNATIONS PÉNALES, LES | | | | | |
| **Les honoraires sont réglés une fois la prestation effectuée.** |
| ASTREINTES, LES INTÉRÊTS ET PÉNALITÉS DE RETARD, | | | | | |
| **La subrogation :**  Les indemnités qui pourraient Vous être allouées au titre des articles 700 | - LES FRAIS DE RÉDACTION D’ACTES ET DE CONTRATS, | | | | | |
| - LES FRAIS DESTINÉS À PROUVER LA RÉALITÉ DE VOTRE | | | | | |
| du Code de Procédure Civile, 375 et 475-1 du Code de Procédure Pénale, | PRÉJUDICE, | | | | | |
| L761-1 du Code de Justice Administrative ou leurs équivalents devant les | - LES FRAIS D’IDENTIFICATION OU DE RECHERCHE DE VOTRE | | | | | |
| juridictions étrangères, ainsi que les dépens et autres frais de procédure | ADVERSAIRE, | | | | | |
| Vous bénéfi cient par priorité pour les dépenses dûment justifi ées restées | - LES FRAIS EXPOSÉS AU TITRE DE MESURES CONSERVATOIRES | | | | | |
| à votre charge, et subsidiairement à l’Assureur dans la limite des sommes | OU ENGAGÉS À VOTRE INITIATIVE, | | | | | |
| qu’il a engagées. | - LES DÉPENS ET FRAIS DE JUSTICE EXPOSÉS PAR LA PARTIE | | | | | |
| **3/5 Le suivi jusqu’à la parfaite execution des décisions**  Parce qu’un Litige ne se termine pas à la délivrance d’une décision de | ADVERSE QUE VOUS DEVEZ SUPPORTER PAR DÉCISION JUDICIAIRE, | | | | | |
| - LES SOMMES AU PAIEMENT DESQUELLES VOUS ÊTES CONDAMNÉ | | | | | |
| AU TITRE DES ARTICLES 700 DU CODE DE PROCÉDURE CIVILE, | | | | | |
| justice, l’Assureur Vous accompagne jusqu’à sa parfaite exécution, soit à |
| 375 ET 475-1 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE, L761-1 DU CODE | | | | | |
| l’amiable, soit par la saisine d’un huissier territorialement compétent. |
| DE JUSTICE ADMINISTRATIVE, AINSI QUE DE LEURS ÉQUIVALENTS | | | | | |
| L’Assureur prend en charge les frais et honoraires de cet huissier dans la |
| DEVANT LES JURIDICTIONS ÉTRANGÈRES, | | | | | |
| limite des plafonds contractuels garantis jusqu’à votre total désintéressement. |
| - LES SOMMES DONT VOUS ÊTES LÉGALEMENT REDEVABLE AU | | | | | |
| L’intervention de l’Assureur cesse en cas d’insolvabilité notoire de votre |
| TITRE DE DROITS PROPORTIONNELS, | | | | | |
| débiteur constatée par un procès-verbal de carence dressé par huissier, | - LES HONORAIRES DE RÉSULTAT DE TOUT AUXILIAIRE DE JUSTICE. | | | | | |
| d’incarcération de votre débiteur, par sa liquidation judiciaire, ou lorsqu’il est |
| **ART. 6 : LA DECLARATION DES SINISTRES** | | | | | |
| sans domicile f xe. |
|  | Pour déclarer votre sinistre, Vous devez adresser à l’Assureur : | | | | | |  |
| **ART. 4 : LES GARANTIES DE L’ASSUREUR** |
| - la description de la nature et des circonstances de votre Litige avec la plus | | | | | |
| **4/1 L’agression et l’atteinte à l’intégrité :**  **Vous êtes victime d’une agression ou d’une atteinte accidentelle à votre intégrité physique et/ou morale et souhaitez être assisté et faire valoir vos droits à l’encontre du Tiers responsable de votre préjudice**. | grande précision et sincérité, | | | | | |  |
| - les éléments établissant la réalité du préjudice que Vous alléguez, | | | | | |
| - les coordonnées de votre adversaire, | | | | | |
| - et toutes les pièces et informations utiles à l’instruction de votre dossier | | | | | |
| telles qu’avis, lettres, convocations, actes d’huissier, assignations… | | | | | |
| **4/2 Le recours médical et pharmaceutique :** |
| **Vous êtes victime d’une erreur médicale, d’un retard ou d’une erreur de diagnostic, d’une infection nosocomiale ou d’un défaut de conseil d’un praticien à l’occasion d’une maladie, d’une hospitalisation ou** | |  | | --- | | **COMMENT CONTACTER VOTRE ASSUREUR ?**  Par courrier à : Cfdp Assurances – CS 60011 – 66028 PERPIGNAN CEDEX | | | | | | |  |
| Par mail à : fma-sante@cfdp.fr | | | | | |
| **de tous soins ou examens médicaux et souhaitez être assisté et faire valoir vos droits face à :** - un établissement de soins public ou privé ; | **En cas de fausse déclaration intentionnelle de votre part sur la cause, les circonstances ou encore les conséquences du Litige, Vous pouvez être déchu de vos droits à garantie, voire encourir des sanctions pénales.** | | | | | | 2 |
| - un professionnel de santé ; |
| - l’ONIAM |
| Vous devez déclarer votre Litige dès que vous en avez connaissance, | | | | | |
| -… |
| sauf cas de force majeure. Néanmoins, l’Assureur ne Vous opposera pas | | | | | |

de déchéance de garantie pour déclaration tardive sauf s’il prouve que le retard dans la déclaration lui a causé un préjudice.

Dans votre propre intérêt, évitez de prendre une initiative sans concertation préalable avec l’Assureur : si Vous prenez une mesure, de quelque nature qu’elle soit, mandatez un avocat ou tout autre auxiliaire de justice, expert ou sachant, avant d’en avoir avisé l’Assureur et obtenu son accord écrit, les frais exposés resteront à votre charge.

Néanmoins, si Vous justifiez d’une situation d’urgence caractérisée nécessitant la prise immédiate d’une mesure conservatoire, l’Assureur Vous remboursera, dans la limite des montants contractuels garantis, les frais et honoraires des intervenants que Vous avez mandatés, sans avoir obtenu son accord préalable.

**ART. 7 : L’APPLICATION DES GARANTIES**

**7/1 L’application dans le temps :**

-ou par courrier : Cfdp Service Relation Client – Immeuble l’Europe, 62 rue de Bonnel 69003 Lyon Cedex.

A compter de la réception de la réclamation, l’Assureur s’engage à en accuser réception sous dix (10) jours ouvrables, et, en tout état de cause, à la traiter dans un délai maximum de deux (2) mois.

Si aucune solution n’a pu être trouvée dans le cadre de la réclamation, Vous pouvez saisir gratuitement notre Médiateur de la consommation dont voici les coordonnées :   
La Médiation de l’Assurance   
TSA 50110   
75441 Paris Cedex 09   
http://www.mediation-assurance.org/Saisir+le+mediateur   
L’Assureur s’engage par avance à accepter la position qui sera prise par la Médiation de l’Assurance.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **La durée de la garantie :**  Sous réserve du paiement de la prime, les garanties du Contrat Groupe | **8/4 Le désaccord ou l’arbitrage (article L127-4 du Code des Assurances) :**  En cas de désaccord entre Vous et l’Assureur au sujet de mesures à prendre |  |
| suivent le sort de l’adhésion du(des) Bénéficiaire(s) au contrat d’assurance |
| complémentaire santé conclu auprès du Souscripteur, auquel elles sont | pour régler un Litige, cette difficulté peut être soumise à l’appréciation d’une |
| annexées. | tierce personne désignée d’un commun accord par les parties ou, à défaut, par |
| Elles prennent effet dès l’adhésion et sont applicables pendant toute la | le Président du Tribunal de Grande Instance statuant en la forme des référés. |
| durée de l’adhésion, sauf pendant les périodes de suspension du contrat | Les frais exposés pour la mise en œuvre de cette faculté sont à la charge de |
| d’assurance complémentaire santé conclu auprès du Souscripteur. | l’Assureur ; toutefois, le Président du Tribunal de Grande Instance, statuant |
| **La prescription :**  La prescription est l’extinction d’un droit résultant de l’inaction de son titulaire | en la forme des référés, peut en décider autrement lorsque Vous avez mis |
| en œuvre cette faculté dans des conditions abusives. |
| pendant un délai défini par la Loi. Toutes actions dérivant d’un contrat | Si Vous avez engagé à vos frais une procédure contentieuse et obtenez une |
| d’assurance sont prescrites par deux (2) ans à compter de l’événement qui | solution plus favorable que celle qui Vous avait été proposée par l’Assureur |
| y donne naissance (article L114-1 du Code des Assurances). Toutefois, ce | ou par la tierce personne mentionnée à l’alinéa précédent, l’Assureur Vous |
| délai ne court en cas de réticence, omission, déclaration fausse ou inexacte | indemnise des frais exposés pour l’exercice de cette action, dans la limite |
| sur le risque couru, que du jour où l’Assureur en a eu connaissance, ou en | des montants contractuels garantis. |
| cas de Sinistre, que du jour où les intéressés en ont eu connaissance, s’ils |
| **8/5 Le conflit d’intérêts (article L127-5 du Code des Assurances) :** |
| prouvent qu’ils l’ont ignoré jusque-là. |
| En cas de conflit d’intérêts entre Vous et l’Assureur ou de désaccord quant |
| Quand l’action de l’assuré contre l’Assureur a pour cause le recours d’un |
| au règlement du Litige, Vous bénéficiez du libre choix de l’avocat ou de |
| Tiers, le délai de la prescription ne court que du jour où ce Tiers a exercé |
| toute autre personne qualifiée par la législation ou la réglementation en |
| une action en justice contre l’assuré ou a été indemnisé par ce dernier. |
| vigueur pour Vous défendre, et de la possibilité de recourir à la procédure |
| La prescription ne court pas ou est suspendue contre celui qui est dans |
| de désaccord et d’arbitrage. |
| l’impossibilité d’agir par suite d’un empêchement résultant de la loi, de la |
| **8/6 Démarchage téléphonique :** |
| convention ou de la force majeure. La prescription est interrompue par une |
| des causes ordinaires d’interruption de la prescription et par la désignation | Conformément à la loi 2014-344 du 17 mars 2014, si Vous ne souhaitez pas |
| d’experts à la suite d’un Sinistre. |
| faire l’objet de prospection commerciale par voie téléphonique de la part |
| L’interruption de la prescription de l’action peut, en outre, résulter de l’envoi | d’un professionnel avec lequel Vous n’avez pas de relation contractuelle |
| d’une lettre recommandée avec accusé de réception adressée par l’Assureur | préexistante, Vous pouvez Vous inscrire gratuitement sur la liste d’opposition |
| à l’assuré en ce qui concerne l’action en paiement de la prime et par | au démarchage téléphonique sur le site internet www.bloctel.gouv.fr ou par |
| l’assuré à l’Assureur en ce qui concerne le règlement de l’indemnité (article | courrier auprès de l’organisme OPPOSETEL, à l’adresse suivante : Société |
| L114-2 du Code des Assurances). Les causes ordinaires d’interruption de | Opposetel -Service Bloctel 6, rue Nicolas Siret - 10 000 Troyes. |
| la prescription sont la demande en justice, l’acte d’exécution forcée, la | **8/7 La protection de vos données :** |
| reconnaissance du droit par le débiteur. |
| Un nouveau délai de deux (2) ans court à compter de l’acte interruptif | Aux termes du Règlement Général sur la Protection des Données |
| de prescription ; il peut être suspendu ou interrompu dans les mêmes | Personnelles (RGPD) et de la loi Informatique et Libertés modifiée, FMA |
| conditions que le premier. | Assurances et CFDP Assurances doivent Vous donner plus de contrôle |
| **7/2 L’application dans l’espace :**  Les garanties du Contrat Groupe s’exercent conformément aux modalités | et de transparence sur l’utilisation de vos données personnelles en Vous |
| expliquant quelles données sont collectées, dans quelle finalité, mais |
| également comment ils les protègent et quels sont vos droits à leur égard. |
| prévues à l’article 3 dans tous les pays de l’Union Européenne ainsi qu’en |
| **Collecte et finalités d’utilisation de vos données personnelles** |
| Principauté d’Andorre et Principauté de Monaco : l’Assureur s’appuiera le |
| cas échéant sur des correspondants habilités par la législation locale. | Les données collectées par FMA Assurances dans le cadre de la |
| Dans les autres pays, l’intervention de l’Assureur se limite au remboursement | souscription, de la gestion du contrat d’assurance sont liées à vos |
| sur justificatifs des frais et honoraires de procédure à hauteur du plafond de | informations d’identification et de contact (nom, prénom, adresse postale, |
| prise en charge spécifique prévu à l’article relatif aux montants contractuels | numéro de client, dates d’effet et de fin d’adhésion). |
| de prise en charge pour les pays autres que l’Union Européenne et les | Le traitement de ces données personnelles a pour principale finalité la |
| Principautés d’Andorre et de Monaco. |
| passation, la gestion (y compris commerciale) et l’exécution du contrat |
| **ART. 8 : LA PROTECTION DE VOS INTERETS** | d’assurance. Les données collectées sont également susceptibles, en |
| tout ou partie, d’être utilisées par les responsables de traitement dans le |
| **8/1 Le secret professionnel (article L127-7 du Code des Assurances) :** Les personnes qui ont à connaître des informations que Vous communiquez |  | 3 |
| cadre de contentieux éventuel (judiciaire ou arbitral), pour la lutte contre |
| le blanchiment et le financement du terrorisme (LCBFT), pour le traitement |
| pour les besoins de votre cause, dans le cadre du Contrat Groupe, sont | des réclamations clients, plus largement afin de permettre aux responsables |
| tenues au secret professionnel. | de traitement de se conformer à une réglementation applicable ou encore |
| **8/2 L’obligation à désistement :**  Toute personne, chargée d’une prestation juridique, qui a un intérêt direct | afin d’améliorer, le cas échéant, le(s) produit(s) d’assurance, d’évaluer votre |
| situation au regard de vos besoins d’assurance, d’évaluer la qualité des |
| produits ou services fournis (enquête qualité et de satisfaction). |
| ou indirect à son objet, doit se désister. |
| **8/3 L’examen de vos réclamations - la médiation de la consommation:** Une réclamation est une déclaration actant le mécontentement d’un client | Les données collectées directement par CFDP Assurances sont toutes |
| données strictement nécessaires à l’exécution du contrat et la gestion |
| des sinistres protection juridique telles que, notamment, vos données de |
| envers un professionnel : une demande de service ou de prestation, |
| situation familiale, de formation et d’emploi, vos données de santé (avec |
| d’information, de clarification ou d’avis n’est pas une réclamation. |
| votre accord pour la gestion de vos sinistres lorsque cela est nécessaire) |
| Toute réclamation concernant le Contrat Groupe, sa distribution ou le |
| vos données relatives aux infractions, aux condamnations pénales et aux |
| traitement d’un Litige, peut être formulée par priorité auprès de votre |
| mesures de sûreté connexes (avec votre accord pour la gestion de vos |
| interlocuteur habituel, et si sa réponse ne Vous satisfait pas, auprès du |
| sinistres lorsque cela est nécessaire). |
| Service Relation Client de l’Assureur : |
| Le responsable de traitement dans le cadre de la souscription, la gestion du |
| - en remplissant le formulaire de réclamation sur le site internet Cfdp http:// |
| contrat d’assurance et de la relation avec le client est FMA Assurances 8/14 |
| www.cfdp.fr/decouvrir-cfdp/aide-infos-contact/deposer-une-reclamation/ |
| Avenue de l’Arche 92419 Courbevoie cedex. |
| - par email à relationclient@cfdp.fr |

Le responsable de traitement dans le cadre de l’exécution du contrat de   
protection juridique et la gestion des dossiers sinistres protection juridique   
est CFDP Assurances SA, 62 rue de Bonnel - Immeuble l’Europe - 69003   
Lyon.

La base juridique du traitement de vos données est fondée soit sur la   
passation, la gestion et l’exécution de votre contrat d’assurance, soit sur   
le respect des obligations légales et règlementaires de FMA Assurances et   
CFDP Assurances.

Pour les finalités indiquées précédemment, tout ou partie de ces données   
pourront être utilisées par différents services de FMA Assurances et CFDP   
Assurances et pourront le cas échéant être transmises à leurs partenaires,   
mandataires, réassureurs, organismes professionnels, sous-traitants   
missionnés ainsi qu’aux organismes d’assurance des personnes impliquées   
et aux organismes et autorités publics.

**Localisation de vos données personnelles**

Les données personnelles collectées sont hébergées dans l’Union   
Européenne. Si un transfert hors de l’Union européenne des données   
personnelles collectées et traitées devait être réalisé, des garanties seraient   
prises pour l’encadrer juridiquement et assurer un bon niveau de protection   
de ces données.

**Durée de conservation de vos données personnelles**

Ces données sont conservées durant une période maximale correspondant   
au temps nécessaire aux différentes opérations ci-dessus listées ou pour   
la durée spécifiquement prévue par la CNIL (normes pour le secteur de   
l’assurance) ou encore par la loi (prescriptions légales).

Vos données personnelles ne seront pas conservées plus longtemps que   
nécessaire pour satisfaire ces finalités.

**Vos droits à la protection de vos données**

Conformément à la loi sur la protection des données personnelles, Vous   
disposez d’un droit d’accès, de modification, de rectification, d’opposition et   
de suppression des données Vous concernant en Vous adressant à FMA   
Assurances (pour la souscription et la gestion du contrat d’assurance) ou   
CFDP Assurances (pour l’exécution du contrat de protection juridique et   
la gestion des sinistres protection juridique). Vous disposez également du   
droit à la limitation du traitement et du droit de demander le transfert de vos   
données (droit à la portabilité).

Pour exercer l’un quelconque de vos droits, merci de préciser vos nom,   
prénom et email et de joindre une copie recto-verso d’un justificatif d’identité   
en cours de validité (carte nationale d’identité, passeport).

Le responsable de traitement se réserve le droit de ne pas accéder à votre   
demande si le traitement des données est nécessaire à l’exécution du   
contrat, au respect d’une obligation légale ou à la constatation, l’exercice ou   
la défense de droits en justice.

Votre demande sera traitée dans les meilleurs délais. En cas de désaccord   
persistant en lien avec la gestion de vos données personnelles, Vous avez   
la possibilité de saisir la CNIL à l’adresse suivante : Commission Nationale   
Informatique et Libertés, 3 place de Fontenoy 75007 Paris, https://www.cnil.   
fr/fr/vous-souhaitez-contacter-la-cnil , Tel : 01 53 73 22 22.

**Sécurité**

FMA Assurances et CFDP Assurances accordent la plus haute importance   
à la sécurité et à l’intégrité des données personnelles de leurs assurés   
et prospects et s’engagent à traiter vos données personnelles en ayant   
recours à des mesures de sécurité appropriées sur le plan technique et au   
niveau de l’organisation.

**8/8 L’autorité de contrôle :**

L’autorité de contrôle de l’Assureur est l’ACPR (Autorité de Contrôle   
Prudentiel et de Résolution), 4 place de Budapest CS 92459 75436 Paris   
cedex 09 (www.acpr.banque-france.fr).

FMA Assurances - SAS au capital de 787 204 € - Courtier en assurance - Siège social : Immeuble Colisée Gardens, 8-14 avenue de l’Arche, 92400 Courbevoie - RCS Nanterre 429882236 - ORIAS : 12068209

Garanties souscrites auprès de CFDP Assurances - S.A. au capital de 1 692 240 € / RCS 958 506 156B/ Entreprise régie par le Code des Assurances - Siège social Immeuble l’Europe- 62 rue de Bonnel – 69003 Lyon.

4

|  |
| --- |
| NOTICE D’INFORMATION ■**Protection juridique Santé Sénior** 06FMAQUIET6-10/2018 |



**ART. 1 : L’OBJET DE LA PRESENTE NOTICE D’INFORMATIONS**

Le présent document constitue la notice d’informations contractuelle prévue par l’article L141-4 du Code des Assurances reprenant les dispositions du contrat groupe « PROTECTION JURIDIQUE FMA SANTÉ SÉNIOR» (dénommé ci-après le Contrat Groupe) souscrit auprès de CFDP Assurances par FMA ASSURANCES, au profi t de ses clients.

Le Contrat Groupe a pour objet « la prise en charge des frais de procédure ou […] de fournir des services découlant de la couverture d’assurance, en cas de différend ou de litige opposant l’assuré à un tiers, en vue notamment de défendre ou représenter en demande l’assuré dans une procédure civile, pénale, administrative ou autre ou contre une réclamation dont il est l’objet ou d’obtenir réparation à l’amiable du dommage subi » (article L127-1 du Code des Assurances).

**DEFINITIONS :**

**L’ASSUREUR :** CFDP ASSURANCES – Entreprise d’assurances régie par le Code des Assurances, Société Anonyme au capital de 1.692.240 €, ayant son siège social immeuble l’Europe – 62 rue de Bonnel – 69003 LYON, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de LYON sous le numéro 958 506 156.

**LE SOUSCRIPTEUR :** FMA ASSURANCES – Cabinet de courtage d’assurances, Société par Action Simplifi ée au capital de 841.324 €, ayant son siège social Immeuble Colisée Gardens - 8-14 Avenue de l’Arche - 92419 Courbevoie Cedex, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de NANTERRE sous le numéro 429 882 236 et auprès de l’Organisme pour le Registre des Intermédiaires en Assurances (ORIAS) sous le matricule 12 068 209.

**VOUS OU LE(S) BENEFICIAIRE(S) :** L’adhérent, particulier personne physique, ayant conclu un contrat d’assurance complémentaire santé auprès du Souscripteur, ainsi que toutes les autres personnes bénéfi ciaires désignées au bulletin individuel d’adhésion dudit contrat d’assurance complémentaire santé.

L**E TIERS :** Toute personne étrangère au Contrat Groupe.

**LE LITIGE OU DIFFEREND :** Une situation confl ictuelle causée par un évènement préjudiciable ou un acte répréhensible vous conduisant à faire valoir un droit contesté, à résister à une prétention ou à vous défendre devant une juridiction. **Pour être couvert par le Contrat Groupe, le Litige ou le Différend doit être survenu et déclaré pendant la durée de votre adhésion audit Contrat.**

**DELAI DE CARENCE :** Période au terme de laquelle la garantie du Contrat Groupe prend effet**.**

**Pour mieux identifi er les termes à défi nition contractuelle, ils seront employés avec une majuscule dans la présente notice.**

**ART. 2 : L’ADHESION AU CONTRAT GROUPE**

L’adhésion au Contrat Groupe est obligatoire pour tout client du Souscripteur, particulier personne physique, souscrivant auprès de lui un contrat d’assurance complémentaire santé.

L’adhésion au Contrat Groupe prend effet à la date de prise d’effet du contrat d’assurance complémentaire santé et prend fi n en cas de résiliation de celui-ci ou en cas de résiliation du Contrat Groupe, le Souscripteur s’engageant alors à informer l’adhérent de la fi n des garanties.

**ART. 3 : LES PRESTATIONS DE L’ASSUREUR**

**3/1 L’assistance téléphonique :**   
Au numéro qui Vous est dédié, l’Assureur s’engage à Vous écouter et Vous fournir par téléphone des renseignements juridiques relevant du droit français et se rapportant aux garanties de protection juridique décrites dans la présente notice.

Des juristes qualifi és sont à votre écoute pour :  
- répondre à vos interrogations,  
- Vous informer sur vos droits,  
- Vous proposer des solutions concrètes,  
- envisager avec Vous, dans le cadre d’un accompagnement personnalisé, la suite à donner à votre diffi culté.

**QUE FAIRE EN CAS DE BESOIN D’ASSISTANCE JURIDIQUE ?**

**Contactez l’Assureur au : 04 68 57 42 82 (N° de téléphone non surtaxé)** L’accès au service se fait du lundi au vendredi de 09H00 à 12H30 et de 14H à 18H.

**3/2 Un accueil sur rendez-vous au plus proche de vous**   
Sur simple demande, il Vous sera possible de rencontrer des juristes dans la délégation la plus proche parmi les quarante (40) implantations réparties sur tout le territoire.

L’Assureur offre un maillage inégalé du territoire afi n de Vous permettre d’être parfaitement accompagné où que Vous Vous trouviez.

date et un horaire qui permettront une rencontre dans les meilleurs délais.

**3/3 La gestion amiable**   
A la suite d’une déclaration de Litige, l’Assureur s’engage à :  
- Vous conseiller et Vous accompagner dans les démarches à entreprendre,- Vous assister dans la rédaction de vos courriers de réclamation,  
- Vous aider à réunir les pièces et témoignages nécessaires à la constitution de votre dossier,  
- intervenir directement auprès du Tiers afi n d’obtenir une solution négociée et amiable,  
- Vous faire assister et soutenir par des experts ou des sachants lorsque la spécifi cité de la matière le nécessite et que cela est utile à la résolution de votre Litige,  
- prendre en charge, dans la limite des plafonds contractuels garantis, les frais et honoraires d’experts et de sachants, voire ceux de votre avocat lorsque votre adversaire est lui-même défendu dans les mêmes conditions,- Vous proposer une médiation indépendante des parties. Le médiateur sera désigné sur une liste par une association ou un groupement professionnel sur demande de l’Assureur et avec votre acceptation. Il prendra contact avec les parties, les réunira et les mettra en condition de trouver par elles-mêmes la solution au Litige en cours.

Toutes vos demandes sont traitées dans un délai maximum de trois (3) jours ouvrés. Bien entendu, en cas d’accord amiable, l’Assureur Vous accompagne jusqu’à sa mise en œuvre effective.

La gestion amiable du Litige est réalisée dans un délai de :  
- six (6) mois à compter de la date de la première intervention des services de l’Assureur,  
- ou un (1) an si une expertise contradictoire s’est avérée nécessaire.

A l’issue de ce délai, il Vous est soumis le choix, soit :  
- de poursuivre la tentative de résolution amiable,  
- de transmettre le dossier à l’avocat de votre choix pour engager les démarches judiciaires utiles,  
- d’abandonner le recours.

**3/4 L’accompagnement dans la phase judiciaire**   
Lorsque toute tentative de résolution du Litige sur un terrain amiable aéchoué, l’Assureur s’engage à :  
■Vous faire représenter par l’auxiliaire de justice de votre choix. Conformément à l’article L127-3 du Code des Assurances, lorsque Vous faites appel à un avocat ou toute autre personne qualifi ée par la législation ou la réglementation en vigueur pour Vous défendre, Vous représenter ou servir vos intérêts, Vous avez la liberté de le choisir.

Si Vous n’en connaissez pas, Vous pouvez Vous rapprocher de l’Ordre des Avocats du Barreau compétent ou demander par écrit à l’Assureur de Vous communiquer les coordonnées d’un avocat.

Vous avez la maîtrise de la direction du procès en concertation avec l’avocat que Vous avez choisi. L’Assureur reste néanmoins à votre disposition ou àcelle de votre avocat pour Vous apporter l’assistance dont Vous auriez besoin. Lors de la saisine de l’avocat, celui-ci est tenu en application des règles déontologiques de sa profession, de Vous faire signer une convention d’honoraires afi n de Vous informer des modalités de détermination de ses honoraires et de l’évolution prévisible de leur montant.

■prendre en charge sur présentation de justifi catifs, dans la limite des montants contractuels garantis et dans celle des frais réellement exposés :- les frais et honoraires des avocats et experts,  
- les frais de procès comprenant notamment les frais d’huissiers, d’expertise judiciaire, la taxe d’appel...

Par principe, Vous faites l’avance des frais et honoraires et l’Assureur Vous rembourse sur justifi catifs le montant des factures réglées dans la limite des montants contractuels garantis. Si la convention d’honoraires le prévoit ou si Vous en faites la demande, l’Assureur peut procéder directement au règlement de la facture adressée par l’avocat, et ce dans la limite des montants contractuels garantis.

Qu’il s’agisse d’un paiement direct ou d’un remboursement, le règlement de l’Assureur sera effectué au plus tard trente (30) jours après réception des justifi catifs, et interviendra Toutes Taxes Comprises.

|  |  |
| --- | --- |
| **BAREME APPLICABLE AUX HONORAIRES D’AVOCAT & D’EXPERT** | **En € TTC** |
| ■ Consultation d’Experts | 391 € |
| ■Démarches amiables - Intervention amiable - Protocole ou transaction menée à terme et ayant abouti | 112 € 335 € |
| ■ Assistance préalable à toute procédure pénale■ Assistance à une instruction ■ Assistance à une expertise judiciaire  ■ Comparution devant un conciliateur de justice | 400 € |
| ■ Expertise amiable | 1 116 € |
| ■ Démarche au Parquet (forfait) | 129 € |

Il Vous suffi t de contacter votre interlocuteur afi n de déterminer avec lui une 5

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| |  |  | | --- | --- | | ■ Médiation conventionnelle ou judiciaire■ Arbitrage | 558 € | | ■ Assistance à la médiation de la consommation | 391 € | | ■ Tribunal de Police | 558 € | | ■ Tribunal Correctionnel | 893 € | | ■ Commissions diverses | 558 € | | ■ Tribunal d’Instance | 850 € | | ■ Tribunal de Grande Instance ■ Tribunal Administratif ■ Tribunal des Affaires de la Sécurité Sociale■ Autres juridictions du premier degré | 1 116 € | | ■ Référé | 670 € | | ■ Incidents d’instance et demandes incidentes | 670 € | | ■ Ordonnance sur requête (forfait) | 446 € | | ■ Cour ou juridiction d’Appel | 1 817 € | | ■ Recours devant le premier Président de la Cour d’Appel | 558 € | | ■ Cour de Cassation ■ Conseil d’Etat ■ Cour d’Assises | 2 100 € | | ■ Juridictions de l’Union Européenne■ Juridictions Etrangères | 1 116 € | | ■ Juge de l’exécution ■ Juge de l’exequatur | 670 € | | **de sa santé (vieillesse, accident, maladie...) ou de ses facultés mentales, Vous devez organiser ou avez organisé la dépendance de votre conjoint, d’un ascendant ou d’un descendant demeurant habituellement avec Vous et rencontrez des diffi cultés avec :** - une maison de retraite ou un établissement médicalisé, | | | | | |  |
| - une assistante médicale, une aide-ménagère, une aide à domicile, | | | | | |
| - les services de proximité (portage de repas, téléassistance...), | | | | | |
| - les associations spécialisées ou les collectivités (CCAS,...), | | | | | |
| - les organismes chargés des allocations spécifi ques (APA,...), | | | | | |
| - ... | | | | | |
| **4/4 LE DROIT DE VISITE DES GRANDS PARENTS :**  **Vous êtes grands-parents et Vous rencontrez des diffi cultés pour exercer le droit de visite ou d’hébergement, l’Assureur Vous assiste pour exercer votre recours.**  **Modalités spécifi ques d’application de la garantie** :  Cette garantie s’exerce exclusivement au profi t de l’adhérent, particulier | | | | | |
| personne physique, ayant conclu un contrat d’assurance complémentaire | | | | | |
| santé auprès du Souscripteur, de son conjoint, concubin ou cosignataire | | | | | |
| d’un PACS. | | | | | |
| **L’Assureur limite son engagement à la prise en charge exclusive des honoraires d’avocat dans la limite de deux mille quatre cents euros (2 400 €) pour l’ensemble d’une procédure.**  **Délai de Carence :**  L’Assureur intervient si et seulement si le recours est introduit au moins | | | | | |
| vingt-quatre (24) mois après la prise d’effet de l’adhésion au Contrat Groupe. | | | | | |
| **Exclusions spécifi ques :**  **L’Assureur ne prend jamais les litiges entre grands-parents ou les procédures multiples relatives au(x) même(s) petit(s)-enfant(s), ni les** | | | | | |
| **frais des huissiers chargés de signifi er les actes ou jugements. ART. 5 : LES EXCLUSIONS** | | | | | |
| |  |  | | --- | --- | | **PLAFONDS, FRANCHISE et SEUIL D’INTERVENTION en TTC** | | | ■ Plafond maximum de prise en charge par litige (U.E., Andorre ou Monaco) :  Dont plafond pour :  - Démarches amiables - Expertise Judiciaire | 22 313 € 558 € 5 419 € | | ■ Plafond maximum de prise en charge par Litige (hors U.E., Andorre ou Monaco) | 2 789 € | | ■ Seuil d’intervention | 0 € | | ■ Franchise | 0 € | |
| **L’ASSUREUR N’INTERVIENT JAMAIS POUR LES LITIGES :** - NE RELEVANT PAS DE VOTRE VIE PRIVEE, OU PLUS GENERALEMENT | | | | | |
| NE RELEVANT PAS DES GARANTIES EXPRESSEMENT DECRITES A | | | | | |
| L’ARTICLE 4, | | | | | |
| - TROUVANT LEUR ORIGINE DANS UNE GUERRE CIVILE OU | | | | | |
| ETRANGERE, UNE EMEUTE, UN MOUVEMENT POPULAIRE, UNE | | | | | |
| MANIFESTATION, UNE RIXE, UN ATTENTAT, UN ACTE DE VANDALISME, | | | | | |
| DE SABOTAGE OU DE TERRORISME, | | | | | |
| - DONT LES MANIFESTATIONS INITIALES SONT ANTERIEURES | | | | | |
| ET CONNUES DE VOUS A LA PRISE D’EFFET DE L’ADHESION AU | | | | | |
| PRESENT CONTRAT GROUPE, | | | | | |
| **Les montants sont cumulables et représentent le maximum des engagements par intervention ou juridiction.**  **Ces montants comprennent les frais habituels inhérents à la gestion d’un dossier (frais de copie, de téléphone, de déplacement, de postulation, etc…) et constituent la limite de la prise en charge même en cas de pluralité ou de changement d’avocat.**  **Les honoraires sont réglés une fois la prestation effectuée.**  **La subrogation :**  Les indemnités qui pourraient Vous être allouées au titre des articles 700 |
| - EN RAPPORT AVEC UNE VIOLATION INTENTIONNELLE DES | | | | | |
| OBLIGATIONS | LEGALES | OU | INCONTESTABLES, | UNE | FAUTE, |
| UN ACTE FRAUDULEUX OU DOLOSIF QUE VOUS AVEZ COMMIS | | | | | |
| VOLONTAIREMENT CONTRE LES BIENS OU LES PERSONNES EN | | | | | |
| PLEINE CONSCIENCE DE LEURS CONSEQUENCES DOMMAGEABLES | | | | | |
| ET NUISIBLES, | | | | | |
| - GARANTIS PAR UNE ASSURANCE DOMMAGES OU RESPONSABILITE | | | | | |
| CIVILE ET CEUX RELEVANT DU DEFAUT DE SOUSCRIPTION PAR | | | | | |
| VOUS D’UNE ASSURANCE OBLIGATOIRE, | | | | | |
| du Code de Procédure Civile, 375 et 475-1 du Code de Procédure Pénale, |
| - SURVENANT LORSQUE VOUS ETES EN ETAT D’IVRESSE PUBLIQUE | | | | | |
| L761-1 du Code de Justice Administrative ou leurs équivalents devant les |
| ET MANIFESTE OU LORSQUE LE TAUX D’ALCOOLEMIE EST EGAL | | | | | |
| juridictions étrangères, ainsi que les dépens et autres frais de procédure |
| OU SUPERIEUR A CELUI LEGALEMENT ADMIS DANS LE PAYS OU A | | | | | |
| Vous bénéfi cient par priorité pour les dépenses dûment justifi ées restées |
| LIEU LE SINISTRE, OU SOUS L’INFLUENCE DE SUBSTANCES OU DE | | | | | |
| à votre charge, et subsidiairement à l’Assureur dans la limite des sommes |
| PLANTES CLASSEES COMME STUPEFIANTS OU LORSQUE VOUS | | | | | |
| qu’il a engagées. |
| REFUSEZ DE VOUS SOUMETTRE A UN DEPISTAGE, | | | | | |
| **3/5 Le suivi jusqu’à la parfaite execution des décisions**  Parce qu’un Litige ne se termine pas à la délivrance d’une décision de |
| - RELATIFS AUX CONSTRUCTIONS ET TRAVAUX SOUMIS A | | | | | |
| L’OBLIGATION D’ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGE, | | | | | |
| justice, l’Assureur Vous accompagne jusqu’à sa parfaite exécution, soit à | - VOUS OPPOSANT AU SOUSCRIPTEUR. | | | | | |
| l’amiable, soit par la saisine d’un huissier territorialement compétent. |
| **L’ASSUREUR NE PREND JAMAIS EN CHARGE :** - LES FRAIS ENGAGÉS SANS L’ACCORD PRÉALABLE DE L’ASSUREUR, | | | | | |
| L’Assureur prend en charge les frais et honoraires de cet huissier dans la |
| limite des plafonds contractuels garantis jusqu’à votre total désintéressement. |
| SAUF URGENCE CARACTERISÉE NÉCESSITANT LA PRISE IMMÉDIATE | | | | | |
| L’intervention de l’Assureur cesse en cas d’insolvabilité notoire de votre | D’UNE MESURE CONSERVATOIRE, | | | | | |
| débiteur constatée par un procès-verbal de carence dressé par huissier, | - TOUTE SOMME DE TOUTE NATURE DUE À TITRE PRINCIPAL, LES | | | | | |
| d’incarcération de votre débiteur, par sa liquidation judiciaire, ou lorsqu’il est | AMENDES, LES CAUTIONS, LES CONSIGNATIONS PÉNALES, LES | | | | | |
| sans domicile fi xe. | ASTREINTES, LES INTÉRÊTS ET PÉNALITÉS DE RETARD, | | | | | |
| **ART. 4 : LES GARANTIES DE L’ASSUREUR** | - LES FRAIS DE RÉDACTION D’ACTES ET DE CONTRATS, | | | | | |
| - LES FRAIS DESTINÉS À PROUVER LA RÉALITÉ DE VOTRE | | | | | |
| **4/1 L’AGRESSION ET L’ATTEINTE A L’INTEGRITE :**  **Vous êtes victime d’une agression ou d’une atteinte accidentelle à votre intégrité physique et/ou morale et souhaitez être assisté et faire valoir vos droits à l’encontre du Tiers responsable de votre préjudice.** | 6 |
| PRÉJUDICE, | | | | | |
| - LES FRAIS D’IDENTIFICATION OU DE RECHERCHE DE VOTRE | | | | | |
| ADVERSAIRE, | | | | | |
| - LES FRAIS EXPOSÉS AU TITRE DE MESURES CONSERVATOIRES | | | | | |
| **4/2 LE RECOURS MEDICAL ET PHARMACEUTIQUE :**  **Vous êtes victime d’une erreur médicale, d’un retard ou d’une erreur de diagnostic, d’une infection nosocomiale ou d’un défaut de conseil d’un praticien à l’occasion d’une maladie, d’une hospitalisation ou de tous soins ou examens médicaux et souhaitez être assisté et faire valoir vos droits face à** : - un établissement de soins public ou privé ; | OU ENGAGÉS À VOTRE INITIATIVE, | | | | | |
| - LES DÉPENS ET FRAIS DE JUSTICE EXPOSÉS PAR LA PARTIE | | | | | |
| ADVERSE QUE VOUS DEVEZ SUPPORTER PAR DÉCISION JUDICIAIRE, | | | | | |
| - LES SOMMES AU PAIEMENT DESQUELLES VOUS ÊTES CONDAMNÉ | | | | | |
| AU TITRE DES ARTICLES 700 DU CODE DE PROCÉDURE CIVILE, 375 | | | | | |
| ET 475-1 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE, L761-1 DU CODE DE | | | | | |
| JUSTICE ADMINISTRATIVE, AINSI QUE DE LEURS ÉQUIVALENTS | | | | | |
| - un professionnel de santé ; | DEVANT LES JURIDICTIONS ÉTRANGÈRES, | | | | | |
| - l’ONIAM ... | - LES SOMMES DONT VOUS ÊTES LÉGALEMENT REDEVABLE AU | | | | | |
| **4/3 LE HANDICAP ET LA DEPENDANCE :**  **Suite à une perte d’autonomie, que ce soit du fait d’une altération** | TITRE DE DROITS PROPORTIONNELS, | | | | | |
| - LES HONORAIRES DE RÉSULTAT DE TOUT AUXILIAIRE DE JUSTICE. | | | | | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **ART. 6 : LA DÉCLARATION DES SINISTRES** | tenues au secret professionnel. |  |
| Pour déclarer votre sinistre, Vous devez adresser à l’Assureur : | **8/2 L’obligation à désistement :**  Toute personne, chargée d’une prestation juridique, qui a un intérêt direct |  |
| - la description de la nature et des circonstances de votre Litige avec la plus |
| grande précision et sincérité, | ou indirect à son objet, doit se désister. |
| - les éléments établissant la réalité du préjudice que Vous alléguez, | **8/3 L’examen de vos réclamations - la médiation de la consommation:** Une réclamation est une déclaration actant le mécontentement d’un client |
| - les coordonnées de votre adversaire, |
| - et toutes les pièces et informations utiles à l’instruction de votre dossier |
| envers un professionnel : une demande de service ou de prestation, |
| telles qu’avis, lettres, convocations, actes d’huissier, assignations… | d’information, de clarification ou d’avis n’est pas une réclamation. |
| |  | | --- | | **COMMENT CONTACTER VOTRE ASSUREUR ?**  Par courrier à : Cfdp Assurances – CS 60011 – 66028 PERPIGNAN CEDEX | |
| Toute réclamation concernant le Contrat Groupe, sa distribution ou le |
| traitement d’un Litige, peut être formulée par priorité auprès de votre |
| Par mail à : fma-sante@cfdp.fr |
| interlocuteur habituel, et si sa réponse ne Vous satisfait pas, auprès du |
| **En cas de fausse déclaration intentionnelle de votre part sur la cause, les circonstances ou encore les conséquences du Litige, Vous pouvez être déchu de vos droits à garantie, voire encourir des sanctions pénales.**  Vous devez déclarer votre Litige dès que vous en avez connaissance, | Service Relation Client de l’Assureur : |  |
| - en remplissant le formulaire de réclamation sur le site internet Cfdp http:// |
| www.cfdp.fr/decouvrir-cfdp/aide-infos-contact/deposer-une-reclamation/ |
| - par email à relationclient@cfdp.fr |
| -ou par courrier : Cfdp Service Relation Client – Immeuble l’Europe, 62 rue |
| sauf cas de force majeure. Néanmoins, l’Assureur ne Vous opposera pas |
| de Bonnel 69003 Lyon Cedex. |
| de déchéance de garantie pour déclaration tardive sauf s’il prouve que le |
| A compter de la réception de la réclamation, l’Assureur s’engage à en |
| retard dans la déclaration lui a causé un préjudice. |
| accuser réception sous dix (10) jours ouvrables, et, en tout état de cause, à |
| Dans votre propre intérêt, évitez de prendre une initiative sans concertation |
| la traiter dans un délai maximum de deux (2) mois. |
| préalable avec l’Assureur : si Vous prenez une mesure, de quelque nature |
| Si aucune solution n’a pu être trouvée dans le cadre de la réclamation, Vous |
| qu’elle soit, mandatez un avocat ou tout autre auxiliaire de justice, expert |
| ou sachant, avant d’en avoir avisé l’Assureur et obtenu son accord écrit, les | pouvez saisir gratuitement notre Médiateur de la consommation dont voici |
| frais exposés resteront à votre charge. | les coordonnées : |
| La Médiation de l’Assurance |
| Néanmoins, si Vous justifiez d’une situation d’urgence caractérisée |
| TSA 50110 |
| nécessitant la prise immédiate d’une mesure conservatoire, l’Assureur Vous |
| 75441 Paris Cedex 09 |
| remboursera, dans la limite des montants contractuels garantis, les frais et |
| http://www.mediation-assurance.org/Saisir+le+mediateur |
| honoraires des intervenants que Vous avez mandatés, sans avoir obtenu |
| L’Assureur s’engage par avance à accepter la position qui sera prise par la |
| son accord préalable. |
| Médiation de l’Assurance. |
| **ART. 7 : L’APPLICATION DES GARANTIES** |
| **8/4 Le désaccord ou l’arbitrage (article L127-4 du Code des** |
| **7/1 L’application dans le temps** | **Assurances) :**  En cas de désaccord entre Vous et l’Assureur au sujet de mesures à prendre |  |
| **La durée de la garantie :**  Sous réserve du paiement de la prime, les garanties du Contrat Groupe |
| pour régler un Litige, cette difficulté peut être soumise à l’appréciation d’une |
| tierce personne désignée d’un commun accord par les parties ou, à défaut, par |
| suivent le sort de l’adhésion du(des) Bénéficiaire(s) au contrat d’assurance |
| le Président du Tribunal de Grande Instance statuant en la forme des référés. |
| complémentaire santé conclu auprès du Souscripteur, auquel elles sont |
| Les frais exposés pour la mise en œuvre de cette faculté sont à la charge de |
| annexées. |
| l’Assureur ; toutefois, le Président du Tribunal de Grande Instance, statuant |
| Elles prennent effet dès l’adhésion et sont applicables pendant toute la |
| en la forme des référés, peut en décider autrement lorsque Vous avez mis |
| durée de l’adhésion, sauf pendant les périodes de suspension du contrat |
| en œuvre cette faculté dans des conditions abusives. |
| d’assurance complémentaire santé conclu auprès du Souscripteur. |
| Si Vous avez engagé à vos frais une procédure contentieuse et obtenez une |
| **La prescription :**  La prescription est l’extinction d’un droit résultant de l’inaction de son titulaire |
| solution plus favorable que celle qui Vous avait été proposée par l’Assureur |
| ou par la tierce personne mentionnée à l’alinéa précédent, l’Assureur Vous |
| pendant un délai défini par la Loi. Toutes actions dérivant d’un contrat |
| indemnise des frais exposés pour l’exercice de cette action, dans la limite |
| d’assurance sont prescrites par deux (2) ans à compter de l’événement qui |
| des montants contractuels garantis. |
| y donne naissance (article L114-1 du Code des Assurances). Toutefois, ce |
| **8/5 Le conflit d’intérêts (article L127-5 du Code des Assurances) :** En cas de conflit d’intérêts entre Vous et l’Assureur ou de désaccord quant |
| délai ne court en cas de réticence, omission, déclaration fausse ou inexacte |
| sur le risque couru, que du jour où l’Assureur en a eu connaissance, ou en |
| cas de Sinistre, que du jour où les intéressés en ont eu connaissance, s’ils | au règlement du Litige, Vous bénéficiez du libre choix de l’avocat ou de |
| prouvent qu’ils l’ont ignoré jusque-là. | toute autre personne qualifiée par la législation ou la réglementation en |
| vigueur pour Vous défendre, et de la possibilité de recourir à la procédure |
| Quand l’action de l’assuré contre l’Assureur a pour cause le recours d’un |
| de désaccord et d’arbitrage. |
| Tiers, le délai de la prescription ne court que du jour où ce Tiers a exercé |
| une action en justice contre l’assuré ou a été indemnisé par ce dernier. | **8/6 Démarchage téléphonique :**  Conformément à la loi 2014-344 du 17 mars 2014, si Vous ne souhaitez pas |
| La prescription ne court pas ou est suspendue contre celui qui est dans |
| l’impossibilité d’agir par suite d’un empêchement résultant de la loi, de la | faire l’objet de prospection commerciale par voie téléphonique de la part |
| convention ou de la force majeure. La prescription est interrompue par une | d’un professionnel avec lequel Vous n’avez pas de relation contractuelle |
| des causes ordinaires d’interruption de la prescription et par la désignation | préexistante, Vous pouvez Vous inscrire gratuitement sur la liste d’opposition |
| d’experts à la suite d’un Sinistre. | au démarchage téléphonique sur le site internet www.bloctel.gouv.fr ou par |
| L’interruption de la prescription de l’action peut, en outre, résulter de l’envoi | courrier auprès de l’organisme OPPOSETEL, à l’adresse suivante : Société |
| d’une lettre recommandée avec accusé de réception adressée par l’Assureur | Opposetel -Service Bloctel 6, rue Nicolas Siret - 10 000 Troyes. |
| à l’assuré en ce qui concerne l’action en paiement de la prime et par | **8/7 La protection de vos données :**  Aux termes du Règlement Général sur la Protection des Données |
| l’assuré à l’Assureur en ce qui concerne le règlement de l’indemnité (article |
| L114-2 du Code des Assurances). Les causes ordinaires d’interruption de |
| Personnelles (RGPD) et de la loi Informatique et Libertés modifiée, FMA |
| la prescription sont la demande en justice, l’acte d’exécution forcée, la |
| Assurances et CFDP Assurances doivent Vous donner plus de contrôle |
| reconnaissance du droit par le débiteur. |
| et de transparence sur l’utilisation de vos données personnelles en Vous |
| Un nouveau délai de deux (2) ans court à compter de l’acte interruptif |
| expliquant quelles données sont collectées, dans quelle finalité, mais |
| de prescription ; il peut être suspendu ou interrompu dans les mêmes |
| également comment ils les protègent et quels sont vos droits à leur égard. |
| conditions que le premier. |
| **7/2 L’application dans l’espace**  Les garanties du Contrat Groupe s’exercent conformément aux modalités | **Collecte et finalités d’utilisation de vos données personnelles**  Les données collectées par FMA Assurances dans le cadre de la |
| prévues à l’article 3 dans tous les pays de l’Union Européenne ainsi qu’en | souscription, de la gestion du contrat d’assurance sont liées à vos |
| Principauté d’Andorre et Principauté de Monaco : l’Assureur s’appuiera le | informations d’identification et de contact (nom, prénom, adresse postale, |
| cas échéant sur des correspondants habilités par la législation locale. | numéro de client, dates d’effet et de fin d’adhésion). |
| Dans les autres pays, l’intervention de l’Assureur se limite au remboursement | Le traitement de ces données personnelles a pour principale finalité la |
| sur justificatifs des frais et honoraires de procédure à hauteur du plafond de |
| passation, la gestion (y compris commerciale) et l’exécution du contrat |
| prise en charge spécifique prévu à l’article relatif aux montants contractuels |
| d’assurance. Les données collectées sont également susceptibles, en |
| de prise en charge pour les pays autres que l’Union Européenne et les | tout ou partie, d’être utilisées par les responsables de traitement dans le |
| Principautés d’Andorre et de Monaco. |
| cadre de contentieux éventuel (judiciaire ou arbitral), pour la lutte contre |
| **ART. 8 : LA PROTECTION DE VOS INTERETS** | le blanchiment et le financement du terrorisme (LCBFT), pour le traitement |
| des réclamations clients, plus largement afn de permettre aux responsables |
| **8/1 Le secret professionnel (article L127-7 du Code des Assurances) :** Les personnes qui ont à connaître des informations que Vous communiquez |  | 7 |
| de traitement de se conformer à une réglementation applicable ou encore |
| afin d’améliorer, le cas échéant, le(s) produit(s) d’assurance, d’évaluer votre |
| pour les besoins de votre cause, dans le cadre du Contrat Groupe, sont | situation au regard de vos besoins d’assurance, d’évaluer la qualité des |

produits ou services fournis (enquête qualité et de satisfaction).

Les données collectées directement par CFDP Assurances sont toutes   
données strictement nécessaires à l’exécution du contrat et la gestion   
des sinistres protection juridique telles que, notamment, vos données de   
situation familiale, de formation et d’emploi, vos données de santé (avec   
votre accord pour la gestion de vos sinistres lorsque cela est nécessaire)   
vos données relatives aux infractions, aux condamnations pénales et aux   
mesures de sûreté connexes (avec votre accord pour la gestion de vos   
sinistres lorsque cela est nécessaire).

Le responsable de traitement dans le cadre de la souscription, la gestion du   
contrat d’assurance et de la relation avec le client est FMA Assurances 8/14   
Avenue de l’Arche 92419 Courbevoie cedex.

Le responsable de traitement dans le cadre de l’exécution du contrat de   
protection juridique et la gestion des dossiers sinistres protection juridique   
est CFDP Assurances SA, 62 rue de Bonnel - Immeuble l’Europe - 69003   
Lyon.

La base juridique du traitement de vos données est fondée soit sur la   
passation, la gestion et l’exécution de votre contrat d’assurance, soit sur   
le respect des obligations légales et règlementaires de FMA Assurances et   
CFDP Assurances.

Pour les finalités indiquées précédemment, tout ou partie de ces données   
pourront être utilisées par différents services de FMA Assurances et CFDP   
Assurances et pourront le cas échéant être transmises à leurs partenaires,   
mandataires, réassureurs, organismes professionnels, sous-traitants   
missionnés ainsi qu’aux organismes d’assurance des personnes impliquées   
et aux organismes et autorités publics.

**Localisation de vos données personnelles**

Les données personnelles collectées sont hébergées dans l’Union   
Européenne. Si un transfert hors de l’Union européenne des données   
personnelles collectées et traitées devait être réalisé, des garanties seraient   
prises pour l’encadrer juridiquement et assurer un bon niveau de protection   
de ces données.

**Durée de conservation de vos données personnelles**

Ces données sont conservées durant une période maximale correspondant   
au temps nécessaire aux différentes opérations ci-dessus listées ou pour   
la durée spécifiquement prévue par la CNIL (normes pour le secteur de   
l’assurance) ou encore par la loi (prescriptions légales).

Vos données personnelles ne seront pas conservées plus longtemps que   
nécessaire pour satisfaire ces finalités.

**Vos droits à la protection de vos données**

Conformément à la loi sur la protection des données personnelles, Vous   
disposez d’un droit d’accès, de modification, de rectification, d’opposition et   
de suppression des données Vous concernant en Vous adressant à FMA   
Assurances (pour la souscription et la gestion du contrat d’assurance) ou   
CFDP Assurances (pour l’exécution du contrat de protection juridique et   
la gestion des sinistres protection juridique). Vous disposez également du   
droit à la limitation du traitement et du droit de demander le transfert de vos   
données (droit à la portabilité).

Pour exercer l’un quelconque de vos droits, merci de préciser vos nom,   
prénom et email et de joindre une copie recto-verso d’un justificatif d’identité   
en cours de validité (carte nationale d’identité, passeport).

Le responsable de traitement se réserve le droit de ne pas accéder à votre   
demande si le traitement des données est nécessaire à l’exécution du   
contrat, au respect d’une obligation légale ou à la constatation, l’exercice ou   
la défense de droits en justice.

Votre demande sera traitée dans les meilleurs délais. En cas de désaccord   
persistant en lien avec la gestion de vos données personnelles, Vous avez   
la possibilité de saisir la CNIL à l’adresse suivante : Commission Nationale   
Informatique et Libertés, 3 place de Fontenoy 75007 Paris, https://www.cnil.   
fr/fr/vous-souhaitez-contacter-la-cnil , Tel : 01 53 73 22 22.

**Sécurité**

FMA Assurances et CFDP Assurances accordent la plus haute importance   
à la sécurité et à l’intégrité des données personnelles de leurs assurés   
et prospects et s’engagent à traiter vos données personnelles en ayant   
recours à des mesures de sécurité appropriées sur le plan technique et au   
niveau de l’organisation.

**8/8 L’autorité de contrôle :**

L’autorité de contrôle de l’Assureur est l’ACPR (Autorité de Contrôle   
Prudentiel et de Résolution), 4 place de Budapest CS 92459 75436 Paris   
cedex 09 (www.acpr.banque-france.fr)..

FMA Assurances - SAS au capital de 787 204 € - Courtier en assurance - Siège social : Immeuble Colisée Gardens, 8-14 avenue de l’Arche, 92400 Courbevoie - RCS Nanterre 429882236 - ORIAS : 12068209

Garanties souscrites auprès de CFDP Assurances - S.A. au capital de 1 692 240 € / RCS 958 506 156B/ Entreprise régie par le Code des Assurances - Siège social Immeuble l’Europe- 62 rue de Bonnel – 69003 Lyon.

8